

<b>Zeitschrift:</b>	The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK
<b>Herausgeber:</b>	Federation of Swiss Societies in the United Kingdom
<b>Band:</b>	- (1928)
<b>Heft:</b>	374
<b>Artikel:</b>	Un siège était vacant...
<b>Autor:</b>	[s.n.]
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-690711">https://doi.org/10.5169/seals-690711</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 16.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## UN SIEGE ETAIT VACANT...

On vous a dit que M. Pilet-Golaz était rentré à Lausanne tardis qu'il les cloches sonnaient à toute volée, que tonnait le canon et que le peuple en liesse criait avec conscience et conviction : Vive le honneur Conseiller fédéral !

Ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que le discours qu'il a prononcé à cette première réception n'emballe aucun de ses auditeurs et que seule la foule, qui n'avait pu prendre place dans la salle, clamait de l'extérieur sa satisfaction...

Il faut avouer que l'élection du successeur de M. Chuard est par beaucoup de cotés une chose étonnante. Non point que le benjamin de notre Septuor suprême soit dénué de qualités. Il est connu et respecté dans tout le canton de Vaud comme un avocat honnête, conscientieux et même habile. Mais là s'arrête ce que l'on sait de lui. Il a fait un stage d'une législature comme conseiller national à Berne. Son rôle, à deux interventions près, fut somme toute efficace. Le voici soudain porté par le jeu des combinaisons politiques à la magistrature la plus élevée. Que va-t-il faire ?

Il n'est peut-être pas trop tard pour jeter un coup d'œil sur les circonstances qui ont amené ce choix et motivé cette élection.

Nos bons amis vaudois sont, tout le monde le sait, des gens de principes. Ils estiment avoir droit à un des sièges du Conseil fédéral à titre constant. Leur représentant, M. Chuard, avait manifesté il y a déjà trois ans, le désir de s'en aller. A ce moment-là, M. Maillefert régnait en maître à Lausanne et sa candidature ne pouvait être discutée par ses compatriotes. Mais, ce même homme politique s'était vu gravement désavoué lors d'un vote au Conseil national. Risquer de perdre le siège permettait stricto sensu d'être un peu trop dangereux. On supplia M. Chuard de demeurer trois ans de plus sur les bords de l'Aar tandis qu'on aurait le temps de lui trouver un successeur acceptable de tous.

Ainsi fut fait et l'unanimité vaudoise se porta sur un candidat éminent qui... joua ses concitoyens le tour pénible de se récuser au dernier moment ! Dès lors le feu était aux poudres ! Le parti radical affolé retourna à M. Maillefert, sans cependant trop insister ; queta trois années de plus auprès de M. Chuard, qui cette fois-ci refusa irrémédiablement ; et enfin de compte — en désespoir de cause — déclina M. Pilet-Golaz.

La situation de ce dernier n'était pas, je l'avoue, très agréable. Il savait pertinemment qu'il n'était qu'un pis aller ; il savait que rien dans sa carrière ne l'appelait à moins de quarante ans à occuper un des sièges curules, mais il savait aussi que soit refus priverait son canton de cette fameuse permanence au Palais fédéral. Et puis, ce n'est pas là un poste que dédaigne un homme politique ! Il accepta donc et n'ayant pas trouvé d'adversaires décidés sur son chemin, il parvint à ses fins.

Il faut dire à la vérité que Genève et Neuchâtel n'ont que peu pris la manière avec laquelle on leur a imposé le candidat vaudois ; cela au sein même du parti radical. Il y avait des personnalités politiques d'une autre envergure dans ces deux villes qui pouvaient aisément prétendre à plus de succès que l'avocat lausannois. M. Calame à Neuchâtel : MM. Logoz et Moriaud à Genève et jusqu'à Washington, où gîte le plus aimable des bellettiens-ambassadeurs, notre ami Marc Peter, également tout désigné pour cette haute fonction.

M. Calame n'eut cure d'affronter la colère et les foudres vertes et blanches ; M. Logoz préférât à cette candidature un siège au Tribunal fédéral ; M. Moriaud craignait les attaques furibondes du socialiste Nicole ; M. Peter était trop loin pour intervenir avec succès dans les couloirs et l'on savait que Lausanne ne pardonnait pas ce qu'elle dénommait déjà une usurpation. On laissa faire et seuls les socialistes, furieux de n'avoir pas une candidature à soutenir contre le délégué officiel, spéculèrent rageusement sur le nom de M. Logoz, qui s'était pourtant récusé. Ainsi fut élu, sans grand enthousiasme et sans conviction aucune, par une majorité docile et indifférente "l'aiglon" de Château d'Oex.

Disons pour ceux qui aiment les débats des grandes joutes politiques, que les augures avaient prévu cette solution depuis longtemps. Le jour où un des sièges du Conseil fédéral pourra être librement attribué à un suisse romand qui ne soit pas vaudois, il n'y a qu'un candidat qui, ralliant toutes les sympathies, s'imposera dans un grand mouvement d'enthousiasme. N'est-il pas du reste fils lui-même d'un ancien président de la Confédération ? Représente que dans la joute curieuse qui nous préoccupe, son nom ne fut pas même prononcé. Il avait pour cela ses bonnes raisons. Erik.

**W. WETTER** Wine Importer  
67, GRAFTON STREET, FITZROY SQ., W.1  
**BOTTLED IN SWITZERLAND:**  
Per doz. 24/- Per doz. 24/-  
Valais, Fendant - 49/- 55/- Dezaley - - 48/- —  
Neuchâtel, White 46/- 52/- Johannisberg - - 50/- —  
" Red - 54/- — Dôle, Red Valais 57/- 63/-  
FIRST QUALITY.  
Immediate Delivery. Carriage Paid for London.

## EIDGENÖSSISCHE GLOSSEN.

### Kantonale Verschiedenheiten.

Das Kantonale Arbeitsamt Luzern schreibt mir, dass nicht Föderalismus und auch nicht Trägheit oder Bequemlichkeit daran schuld seien, dass Luzern sich an der Erhebung des Eidgen. Arbeitsamtes über die Zahl der Lehrerstritte nicht beteiligt habe. Man sei ganz einfach nicht in der Lage gewesen, die gestellten Fragen zu beantworten, weil das bisherige Lehrlingsgesetz die Régistrierung der Lehrverträge bei einer kantonalen Zentralstelle nicht vorgesehen habe. Im revidierten Lehrlingsgesetz aber, das vor wenigen Tagen die Schlussberatung und Annahme durch den Grossen Rat passiert habe, sei die Régistrierung der Lehrverträge bei einer kantonalen Zentralstelle verfügt worden. Somit werde in Zukunft auch der Kanton Luzern Aufschluss geben können über die jährlich zu erwartende Anzahl und die berufliche Einreichung der ausgebildeten Lehrlinge.

So erfreulich diese Mitteilung in einer Hinsicht ist, so klar beleuchtet sie in einer andern Hinsicht, die nicht so beglückend ist, die Schwierigkeiten unserer Lage. Immer noch stellen uns die verschiedenen kantonalen Organisationen vor die Unmöglichkeit, irgend ein Problem des schweizerischen Wirtschaftslebens mit Sicherheit und Zuverlässigkeit vom Standpunkte des ganzen Landes aus zu erfassen. Wenn am Anfang dieses Jahres der Kanton Luzern auf dem Gebiete des Lehrlingswesens rückständig war, so werden mit Sicherheit bei einer andern Erhebung andere Kantone rückständig sein (wobei das Wörtchen rückständig nicht im Sinne einer moralischen Wertung gemeint ist). Und so werden wir nur mühsam, unverhältnismässig mühsam zur Kenntnis des bei uns Geschehenden vordringen können, obwohl man nicht einsehen kann, inwiefern die kantionale Eigenart und Oberhoheit darunter leiden müsste; wenn eine Vereinheitlichung der Organisationsmethoden einträte.

### Nochmals die teuren Kartoffeln.

Durch eine sachlich ausführliche und reich-fundierte Entgegnung "Zur Statistik der Kleinhandelspreise" bin ich darüber belehrt worden, dass die vergleichbaren Erhebungen, wie sie von mir im Anschluss an eine Betrachtung über die "Häufigsten Ladenpreise" verlangt wurden, so gut wie nicht durchführbar seien. Bekreftet werden bin ich dennoch nicht. Ich bin nach wie vor der Meinung, dass eine statistische Aufstellung einen Wert haben muss, sonst pfeife ich darauf! Gefade weil man der Statistik vielerorts immer noch sehr kritisch gegenübersteht, ist es unbedingt notwendig, dass veröffentlichte Zahlen auch einen deuthaften Wert besitzen. Haben sie das nicht, so ist es besser sie verschwinden aus den Publikationen. Nur aus Gewissenhaftigkeit Zahlen aufzuschreiben, damit sie aufgeschrieben seien, das ist heute überflüssiger als je.

Dass Schwierigkeiten der genannten Art zu überwinden sind—besonders in unserm kleinen Ländchen—beweisen gerade die Arbeiten der Eidg. Preisbildungskommission. Doch es kann natürlich nicht meine Aufgabe sein, hier einen grossen Kampf zu führen. Ich verzichte also auf die Lösung des Rätsels und lasse die Frage offen, warum die Kartoffeln in Zürich 20 in Winterthur 25, in Genf 28 und in Lausanne 30 Rappen kosten. Und ich lasse auch jene noch interessantere Frage offen, warum in städtischen Zürich die Butter 5.75 kostet und im bürgerlichen Bern 6.30 !

### Ueberflüssige Metzgereien.

Von der Butter zum Fleisch ist nur ein Schritt, und darum soll in Vorbeigehen rasch auf einige Sätze der "Schweizerischen Bauernzeitung" (Novembernummer) hingewiesen werden, die sich im Anschluss in die Arbeit der Preisbildungskommission des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements mit der Metzgerei befassen. Die "Bauernzeitung" konstatiert, dass unser Metzgeregewerbe übersetzt ist, dass wir eine grosse Zahl von Betrieben haben, die wegen ihres kleinen Umsatzes nicht leben und nicht sterben können, dass also solche Betriebe, (wenn man nur die Wirtschaftlichkeit, nur die liberalistische Wirtschaftsauffassung gelten lässt), verschwinden müssten, dass ganz ohne Zweifel die Verschleissspanne für Vieh und Fleisch durch das Aufrechterhalten dieser Kleinbetriebe erhöht werde. Nun geschehe es zwar vernünftigerweise nicht, dass man solche Betriebe kaltlächelnd ihrem Schicksal überlässt, und so bringe denn des Schweizervolk aus politischen, wirtschaftlichen und soziologischen Gründen der Selbstständigkeit eines Gewerbestandes ein sicher notwendiges jährliches Opfer von 20 Millionen Fr., ein Opfer, das aber nicht nur von den Produzenten getragen werden sollte...

Man erhält einen seltsamen Eindruck von unserer Wirtschaft. Die versöhnliche Haltung der "Bauerzeitung" gegenüber den verteuerten und überflüssigen Metzgereibetrieben erinnert mich an einen Vortrag über unsere Elektrizitätswirtschaft, in dem auf den stromverteuernden Einfluss der rechtfertigungslosen "selbständigen" Gemeindewerke hin gewiesen wurde. Auch dort liegt der einzige Trost darin, dass dank eines Opfers der Allgemeinheit mehr Leute beschäftigt werden können, als bei einer wirtschaftlichen Organisation beschäftigt wer-

den müssten. Wir haben also zwar nicht viel Arbeitslose, wohl aber recht viele Arbeiter, die nur dank einer bewusst oder unbewusst auf uns getömmten Versteuerung von Lebensnotwendigkeiten entflöhnt werden.

### Bekehrte Aerzte.

Es ist von Wichtigkeit, dass durch den Abdruck eines Referates von Prof. Otto Schulthess in der Novembernummer der "Schweizerischen Hochschulzeitung" wieder einmal die Frage der eidgen. Maturitätsordnung berührt wird, dass wieder einmal darauf hingewiesen wird, dass im Gegensatz zu den pädagogisch interessierten Kreisen die Aerzte die Freizügigkeit, das herstet die völlige Gleichberechtigung aller drei Maturitätsarten verhindert haben, während die Eidgen. Technische Hochschule grösseren Weitblick und grössere Liberalität bewies. Ich gebe die Hoffnung nicht auf, dass wir gelegentlich die Kraft aufbringen, die Erschwerung der Berufswahl wieder zu beseitigen. Bestärkt werde ich in dieser Hoffnung durch das Bekennnis eines Arztes, das mir erst kürzlich zu Gesicht gekommen ist, obwohl es gerade ein Jahr alt ist. Damals schrieb Dr. Andreas Vischer in einer Tagesszeitung: "Es gibt wohl manche Aerzte, und der Schreiber dieser Zeilen gehört zu ihnen, die seinerzeit bei der Abstimmung über die Wünschbarkeit und Notwendigkeit des Lateinunterrichts nicht im klaren waren in Bezug auf die Probleme, um die es sich handelte, weil ihnen der Einblick in die Zusammenhänge und Verhältnisse fehlte. Sie sind seither zu einer andern Ansicht gekommen. Ich habe mich davon überzeugen lassen, dass die für den Arzt nötige allgemeine Bildung auf verschiedenen Wegen erreicht werden kann, und dass es sich lediglich darum handelt, unter Vermeidung von Zersplitterung, durch vertieften Unterricht wirkliche Erziehungsarbeit zu leisten."

Das ist das rechte Wort. Warum soll man also die Hoffnung aufgeben, dass auch die Medizinische Fakultät sich auf den Standpunkt der E. T. II. stellen werde ?

### Die schwizerische Kunstwoche als Illusion.

Auf einem andern Gebiete bin ich leider statthaar, die Hoffnung zu verlieren.

Es ist in der Presse die Mitteilung verbreitet worden, der Bund habe einer in Zürich abzuhaltenen schweizerischen Kunstwoche eine Subvention von Fr. 20,000 zugesprochen. Diese Mitteilung muss heiter dahin ergänzt werden, dass der schweizerische Künstlerbund, der für die Durchführung einer solchen recht kostspieligen Kunstwoche (Kunstaustellung, Schauspielauflührungen, Vörlsgungen, Buchausstellung, musikalische Aufführungen schweizerischer Unterichtsliteratur, Musikalität und Instrumentenausstellung, Chor-, Orchester-Kammermusik- und Liederkonzerte, Opernabende) eine Subvention von Fr. 100,000. nachgestellt hatte, infolge der so niedrig ausgefallenen Unterstützung auf die Durchführung dieser Kunstwoche 1929 verzichtet muss.

Ich will hier keine grosse Klage anheben, ich bin es nachgerade müde, auch keine Vorwürfe, keine sehr naheliegende Vergleiche. Nur die Feststellung: In monatelanger Vorarbeit haben sich Musiker, Maler und Schriftsteller bemüht, die Gründlage zu schaffen, für eine Kurstwoche zu Ehren des Landes. Doch die notwendige ausreichende Unterstützung durch unsere oberste Behörde ist ausgeblieben. Gott lasse dafür die Schweiz bald wieder die glorreiche Jahrhundertfeier irgend einer siegreichen Schlacht erleben.

Felix Moeschlin in "N.Z."

## THREE "ALPINE" SPEECHES BY THE SWISS MINISTER.

We have secured the text of the speeches which our Minister has lately delivered at the Barbecues of three different London Alpine Societies and we are sure they will interest our readers.

### — II. —

The Winter Dinner of the Alpine Club—sometimes erroneously called "the British Alpine Club"—the famous Headquarters of which are situated in Savile Row, took place at the Edward VII Rooms on December 11th and was, as usual, with its 300 guests, the brilliant event of the London mountaineering world and its distinguished friends, British and foreign. Our Minister, who has the high and rare distinction of being an Honorary Member, was called upon to reply to the toast of "The Alpine Club." Sir George Morse, the President, was in the chair for the third time this year and, as his office comes to an end with the present term, had a great ovation in proposing this toast.

In rising, the Swiss Minister said that the reply to this famous toast was generally confided to someone who by his knowledge, by his courage and by his adventures had long since ascended to Alpine heights—physically and morally. The reason why an exception to this standing rule had been made in the present instance was to remain the secret of the Honorary Secretary. But the choice of an Honorary Member for such a task, namely of one without the knowledge, without the courage and without the adventures—of the proper kind (Laughter)—to his credit, will have its reaction on the nature of the reply. For if you speak for your